

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1906.

Projet de loi portant approbation de divers contrats relatifs à des immeubles domaniaux et autorisation de louer ou d'aliéner des biens de même nature.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

D'après les ordres du Roi, j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives, en sollicitant un prompt examen, un projet de loi portant :

- 1^o Approbation de six contrats relatifs à des immeubles domaniaux ;
- 2^o Autorisation de louer ou d'aliéner des biens de même nature.

Ce projet se justifie par les considérations suivantes :

I.

Par suite de la construction du chemin dit « Promenade Princesse Clémentine », aux environs de Spa, une parcelle de taillis de 18 ares 15 centiares, située sur le territoire de Theux, se trouve complètement détachée du bois domanial de « Dans le Sart », dont elle faisait partie autrefois. A cause de sa situation, qui comporte l'interdiction de bâtir, et de son peu d'importance, cette parcelle n'a guère de valeur ; elle ne convient qu'à M. Gihoul qui, désirant l'incorporer dans son immeuble contigu, offre de l'acquérir au prix très élevé de 400 francs et de céder en retour une parcelle de 4 ares 54 centiares sise à Theux et touchant de trois côtés au bois domanial de « Heid Fanard ».

La proposition étant avantageuse pour l'État, l'échange a été conclu, sous réserve d'approbation par la Législature, moyennant une soulte de 360 francs au profit du Trésor ; l'acte stipule que le terrain cédé à M. Gihoul sera grevé de la servitude *non ædificandi*.

II.

En vertu des dispositions de la convention-loi des 1^{er} juin 1894 - 11 septembre 1895 et des conventions-lois additionnelles des 30 juin - 14 septembre 1899 et 29 mars-10 mai 1900, relatives à l'établissement et à la concession d'un port à la côte près de Heyst, d'un port à Bruges et d'un canal reliant ces deux ports, la Compagnie des Installations maritimes de Bruges dispose, entre autres, jusqu'à l'expiration de sa concession dont la durée est fixée à soixante-quinze ans, de terrains de l'État situés à Zeebrugge, formant les blocs I, II et III figurés par des teintes rouge et jaune au plan joint au contrat dont il s'agit ci-après.

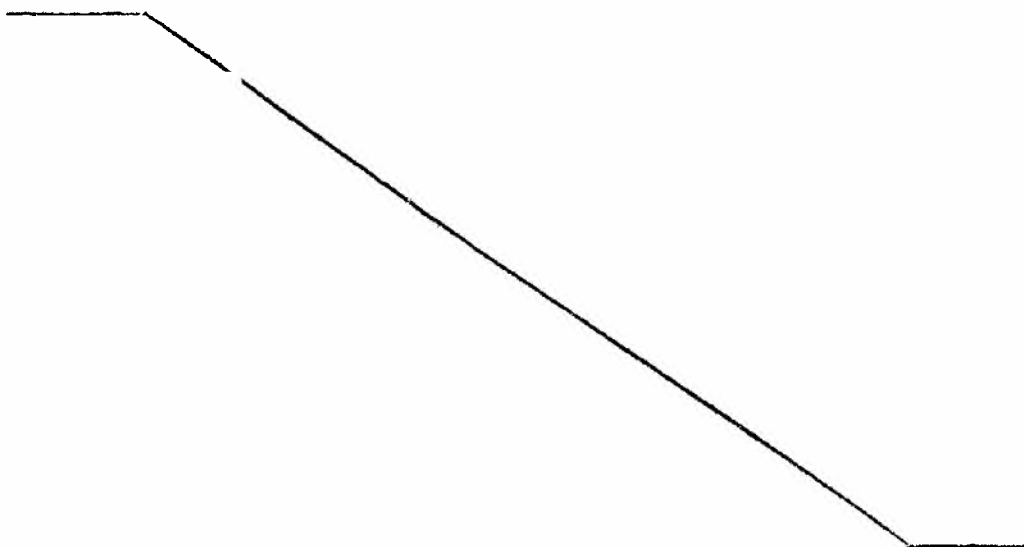
Ces terrains, propres à la bâtisse, conviennent particulièrement à ceux qui doivent participer à l'exploitation du port; les intérêts concordants de l'État, de la Compagnie concessionnaire et du public exigent qu'ils se couvrent rapidement de constructions.

Mais la Compagnie ne peut accorder que des baux emphytéotiques, et le résultat visé serait atteint plus rapidement et plus sûrement si les terrains pouvaient être vendus aux particuliers.

C'est dans ce but qu'a été conclue, sous réserve de l'adhésion des Chambres, la convention du 12 décembre 1905, réalisant le partage de la pleine propriété des biens en question entre l'État et la Compagnie concessionnaire.

Pour apprécier la valeur actuelle des droits de l'État sur ces immeubles, dont il ne pourrait disposer que dans soixante-quinze ans, on a admis que pendant ce laps de temps les terrains tripleront de valeur et on en a ramené la valeur future à la valeur actuelle en décomptant l'intérêt composé à 3 p. c.

En ce qui concerne la valeur actuelle des terrains, elle a été estimée comme ci-contre par l'administration des domaines :



Terrains à partager.

Numéros des lots.	Contenance en mètres carrés.	Valeur moyenne par mètre carré.	Valeur totale.	Observations.
Bloc I.				
1	3,239	35	113,365	(1) Terrain à affecter au bâtiment destiné à divers services publics de l'État.
2	6,300	35	220,500	
3	8,750	30	262,500	
4	6,269	25	156,725	(2) La contenance de ce bloc est de 39,600 mètres carrés, en y comprenant la voirie.
5	3,760	25	94,000	
6	5,640	50	282,000	
7	7,200	40	288,000	(3) La contenance de ce bloc est de 70,000 mètres carrés, en y comprenant la voirie; la mise en valeur de ce bloc nécessite un remblai important.
8	1,842	40	73,680	
9 (1)	1,820	35	63,700	
	44,820		1,544,470	
Bloc II. (2)				
	30,600	15	459,000	
Bloc III (3)				
	50,000	5	250,000	
	125,420		2,263,470	

Dans soixante-quinze ans, les terrains vaudront le triple, soit $2,263,470 \times 3 = 6,790,410$ francs.

D'autre part, une créance de 1 franc exigible dans soixante-quinze ans vaut actuellement fr. 0.1089542.

En conséquence, les droits de l'Etat sur les terrains à partager sont représentés aujourd'hui par $6,790,410 \times 0.1089542 =$ fr. 739,843.69 et les droits de la Compagnie concessionnaire par $2,263,470 - 739,843.69 =$ fr. 1,523,626.31.

L'article 6, 2^e alinéa, de la convention-loi des 29 mars-10 mai 1900 impose à la Compagnie le paiement pendant soixante-quinze ans d'une redevance annuelle de 100 francs, qui sera supprimée en vertu de la convention nouvelle et qui représente actuellement un capital de 2,970 francs. Cette somme étant retranchée de la valeur des droits de la Compagnie et ajoutée à celle des droits de l'Etat, les valeurs deviennent respectivement fr. 1,520,656.31 et 742,813.69.

La convention attribuée à l'État la pleine propriété des terrains suivants :

1° Du lot n° 1 du bloc I évalué	fr. 113,365
2° Du lot n° 2 id. id.	220,500
3° Du lot n° 8 id. id.	73,680
4° Du lot n° 9 id. id.	63,700
5° Des 7 hectares (voirie comprise) formant le bloc de terrain n° III évalué	250,000
Total	fr. 721,245

L'écart de fr. 21,568.69 existant entre ce chiffre et celui de 742,813.69 ci-dessus est amplement compensé par le bénéfice à résulter pour le Trésor de l'application de l'article 2, 1^{er} alinéa, de la convention, lequel exempte du paiement de tous droits de port et de quai et de toute taxe de déchargement le matériel flottant et les matériaux qui seront employés pour le compte de l'État au remblai des 7 hectares de terrain formant le bloc III prémentionné, ainsi que d'autres terrains domaniaux situés à l'est de celui-ci.

III.

Un arrêté royal du 30 mars 1847 a accordé pour un terme de quatre-vingt-dix ans à M. Zaman et consorts, qui l'ont transférée à la Société du chemin de fer de Quenast au canal de Charleroi, la concession d'une voie ferrée entre le canal de Bruxelles à Charleroi et les carrières de Quenast ; la ligne, d'une longueur de 6,908 mètres, comprenait un plan incliné donnant accès au plateau supérieur des carrières.

Par convention du 16 mars 1870, les droits et obligations des concessionnaires tant envers l'État qu'envers la Société des Carrières de porphyre de Quenast, le matériel de transport, les terrains et dépendances de la voie ont été cédés, moyennant le prix de 600,000 francs, à la Compagnie des Bassins houillers du Hainaut. Celle-ci s'est obligée, entre autres, à mettre le chemin de fer à grande section, — à le prolonger jusqu'à la ligne de Braine-le-Comte à Gand (Rebecq-Rognon), — à établir une gare (gare de Quenast) et à créer un raccordement (embranchement du Pendant), afin de permettre l'exploitation des carrières par le fond. Les engagements contractés par la Compagnie des Bassins houillers devaient durer jusqu'à l'expiration de la concession, en 1937.

Aux termes de la convention-loi des 25 avril-3 juin 1870 (art. 2), l'État a été substitué par la dite Compagnie dans tous les droits comme dans toutes les charges résultant pour elle du contrat précité du 16 mars 1870.

Dès ce moment, l'exploitation de la ligne concédée en 1847 incombait donc à l'État ; mais il l'a confiée à la Société des Carrières de Quenast, à des conditions fixées de commun accord, jusqu'en 1879, époque à laquelle le chemin de fer de Quenast à Rebecq a été ouvert à la circulation.

A partir de cette époque, il a exploité lui-même la ligne principale ; mais, par convention du 15 juillet 1880, la Société des Carrières de Quenast s'est engagée à assurer, avec ses locomotives et son personnel, le service de l'em-

branchement du Pendant, du plan incliné et des voies desservant le plateau supérieur des carrières, moyennant une redevance fixe annuelle de 20.000 francs à payer par le Trésor public.

Depuis, la dite société a supprimé sans autorisation les voies du plateau supérieur ainsi que le plan incliné, d'une longueur d'environ 2,930 mètres; elle a incorporé les terrains d'assiette dans ses carrières et exploité celles-ci exclusivement par le fond (embranchement du Pendant). Ces agissements ont donné lieu à un procès introduit en 1896 devant le tribunal de Nivelles. L'État réclamait la valeur du tronçon de ligne désaffecté, ainsi que la restitution d'une partie des annuités de 20,000 francs payées après la suppression du plan incliné; la société s'opposait à cette restitution pour le motif que les contrats existants lui permettaient d'exploiter ses carrières uniquement par le fond, sans utiliser le plan incliné, et elle prétendait rétablir la voie suivant un autre tracé contournant les carrières.

Finalement, après de longues négociations, une transaction a été conclue le 12 décembre 1903 sur les bases suivantes, sous réserve d'approbation par la Législature :

I. L'État cède en pleine propriété à la société les embranchements du plan incliné et du Pendant ainsi que les voies du plateau supérieur, avec le matériel de la voie et deux maisonnettes de garde, et il en reçoit la valeur, fixée à 200,000 francs en tenant compte du porphyre que contenaient les terrains.

II. Il renonce à la restitution visée plus haut, mais il obtient, par contre, les avantages ci-après :

a) Il est déchargé de l'exploitation de l'embranchement du Pendant, qui lui incombait jusqu'en 1937;

b) La Société abandonne les redevances de 20,000 francs chacune, dues pour les années 1903, 1904 et 1905;

c) Elle fera comme par le passé, mais gratuitement, avec ses machines et son personnel, toutes les manœuvres qui comportent la prise, la remise et le classement de ses wagons dans la gare de Quenast, alors qu'une partie de ces manœuvres incombe à l'administration des chemins de fer et formait l'un des éléments de la redevance de 20,000 francs stipulée dans la convention du 15 juillet 1880;

d) Les agents de la Société ne jouiront plus du libre-parcours sur le chemin de fer de Quenast;

e) L'article 6, littéra c, de la convention du 16 mars 1870 porte qu'en ce qui concerne les transports de la Société pour une destination autre que le canal de Charleroi, Tubize, Rebecq ou Enghien, les distances seront comptées à partir des carrières, considérées comme station du réseau général. Cette disposition est maintenue, en ce sens que jusqu'en 1937 la distance tarifée sera, comme par le passé, celle de la gare de Quenast augmentée de 500 mètres, c'est-à-dire de la longueur de l'embranchement du Pendant, bien que celui-ci devienne la propriété exclusive de la Société.

Cet arrangement tient compte, dans une juste mesure, des éléments favo-

bles et défavorables de l'affaire, ainsi que de la situation de fait créée par la Société.

La suppression du plan incliné et la cession de l'embranchement du Pendant déchargent l'État d'une exploitation onéreuse qui aurait pu durer jusqu'en 1937.

IV.

La commune de Villers-le-Gambon possède, sur son territoire, un petit bois de 8 h. 81 a. 28 c., séparé des autres propriétés communales et, en quelque sorte, enclavé dans la forêt dite « du Gros Frane », appartenant à l'État.

D'autre part, il dépend de cette forêt une parcelle de 5 h. 27 a. complètement détachée du bloc par des chemins publics qui l'entourent de trois côtés et contiguë, du quatrième côté, au bois communal de Villers-le-Gambon dit « Champ Bouval ».

Un échange de ces deux parcelles est tout indiqué; l'intérêt des propriétaires le réclame également afin de régulariser le périmètre de leurs immeubles, d'en faciliter ainsi l'exploitation et d'en augmenter la valeur, surtout au point de vue de la chasse.

D'après une expertise détaillée, les dites parcelles, qui sont aménagées en taillis sous futaie où l'essence chêne domine, ont une valeur respective de fr. 13,449.57 et de fr. 12,036.92.

L'accord a été réalisé par acte du 20 février 1906, moyennant une soulte de fr. 1,412.65, payable à la commune après la ratification des Chambres.

V.

La brigade de gendarmerie de Wetteren est installée de façon défectueuse et insuffisante dans un immeuble domanial d'une contenance de 25 ares 50 centiares, enclavé dans des propriétés particulières et qui n'a d'accès à la voie publique qu'au moyen d'un chemin de 4 mètres de largeur. Les locaux sont vieux, mal disposés et en fort mauvais état; ils ne sont guère susceptibles d'être transformés, améliorés ou agrandis avantageusement, et il est reconnu nécessaire, dès aujourd'hui, de construire une nouvelle caserne sur un emplacement mieux approprié.

L'occasion se présente de résoudre la question dans un sens des plus favorable aux intérêts de l'État.

M. Beernaerts, propriétaire d'une importante usine contiguë à la caserne actuelle, a offert d'acquérir celle-ci au prix très élevé de . fr. 20,000 » et de céder, en échange, un terrain d'une superficie de 70 ares, de forme régulière et d'un accès facile, estimé à 15,500 »

L'intéressé verserait au Trésor une soulte de fr. 4,500 »

Jusqu'au jour où la nouvelle caserne pourra être affectée à sa destination,

l'État conserverait la jouissance des locaux actuels, à titre gratuit pendant quatre ans et ensuite au loyer annuel de 800 francs.

La combinaison a été réalisée par acte du 14 mars 1906.

VI.

L'intérêt qui s'attache au relèvement de la station balnéaire de Spa a déterminé le Gouvernement à accepter des propositions de MM. Gihoul et Hans tendant à créer, dans les propriétés domaniales avoisinantes et dominant la vallée, un quartier de villas avec hôtel-restaurant, ainsi qu'un hippodrome avec emplacements pour lawn-tennis, golf et autres sports, le tout relié à la gare de Spa au moyen d'un tramway à traction électrique. Le quartier nouveau sera établi à un endroit des plus salubres, et permettra aux personnes souffrant d'affections qui leur interdisent le séjour dans la vallée, de s'établir dans les meilleures conditions hygiéniques au sommet du plateau.

Voici l'analyse succincte des principales dispositions du contrat conclu le 7 avril 1906, sous réserve d'approbation par la Législature.

L'Etat donne à bail emphytéotique à MM. Gihoul et Hans, pour le terme de nonante-neuf années, deux blocs de terrains boisés A et B, le premier, d'une contenance de 31 hectares 92 ares 35 centiares, à prendre dans les bois dits « Commune Poule » et « Dans le Sart », sur les territoires de Spa et de Theux, le second, d'une superficie de 53 hectares 76 ares, à prendre dans le bois dit « Longue Heid », sur le territoire de Theux.

Bloc A.

Ce bloc est destiné uniquement à la construction de villas isolées ou accolées deux à deux, entourées de jardins et dont les emplacements ne pourront être inférieurs à 20 ares, à l'érection d'un hôtel-restaurant et à l'établissement de chemins; toute autre affectation est interdite.

Sauf autorisation spéciale, les bâtisses devront être élevées à 10 mètres au moins des chemins existants ou à créer; les jardins ne pourront être clôturés, à front de ces chemins et sur les limites latérales dans la dite zone de 10 mètres, que par des haies vives ou des grillages sur soubassement en pierre de taille.

Les emphytéotes s'obligent à prendre des mesures d'ordre hygiénique, approuvées par l'État, en vue de l'évacuation des eaux usées à provenir des constructions.

Tous les bois croissant sur le bloc envisagé sont vendus à MM. Gihoul et Hans moyennant le prix de 27,055 francs, égal à l'estimation établie par les agents forestiers en tenant compte de la valeur d'avenir de la superficie non encore exploitable; les emphytéotes ne pourront abattre les plantations qu'au fur et à mesure de l'érection des bâtisses, de l'aménagement des jardins et de la création des chemins d'accès; des parties boisées devront toujours être maintenues dans chacun des jardins.

A l'expiration du bail, tous les bois croissant sur le bloc A resteront, sans indemnité, la propriété de l'État ; quant aux constructions, celui-ci aura la faculté de les retenir moyennant paiement de la moitié de la valeur qu'elles auront alors.

Indépendamment du tramway, l'accès au nouveau quartier de villas ainsi qu'au nouvel hippodrome sera assuré par une route existante, dont l'entretien incombe à l'État, et par des chemins vicinaux ; l'État s'engage à aménager convenablement et à élargir dans la mesure nécessaire pour qu'elle réponde à sa destination, la partie de la dite route comprise entre son origine, à la route de Spa au lac de Warfaaz, et le chemin de Spa à Sart.

Bloc B.

Ce bloc est réservé pour l'établissement d'un hippodrome avec emplacement pour lawn-tennis, golf et autres sports ; il pourra recevoir une autre destination.

L'État vendra à son profit les taillis croissant sur le dit bloc, lesquels sont actuellement exploitables, ainsi que le peu de futaie qui devra être abattu pour la réalisation du projet ; la futaie que les emphytéotes jugeront pouvoir être maintenue sera acquise par eux au prix de l'estimation des agents forestiers.

A la fin du bail, les travaux effectués au sol, les constructions et installations immobilières, et les bois croissant resteront à l'État sans indemnité ; celui-ci aura, d'autre part, la faculté de racheter les installations et objets mobiliers.

Le fermage annuel est fixé à trois mille francs pour les deux blocs, soit une moyenne de 33 francs par hectare ; ce taux est de beaucoup supérieur au revenu actuel du canton qui comprend les parties de forêt faisant l'objet du bail et qui, de par la mauvaise qualité du sol, est impropre à la production d'arbres de forte dimension.

Les emphytéotes s'engagent à solliciter, dans le délai d'un mois à partir de la date de la loi approbative, la concession d'un tramway à traction électrique reliant le nouveau quartier de villas et le nouvel hippodrome à la gare de Spa.

S'ils obtiennent cette concession, ils interviendront à concurrence de moitié, avec maximum de 20,000 francs, dans les frais d'élargissement et d'aménagement de la partie de route visée au 9^e alinéa *in fine*, du présent paragraphe de l'exposé des motifs.

S'ils ne l'obtenaient pas, chacune des parties contractantes aurait la faculté de tenir le contrat pour nul et non avenu, à charge de manifester sa volonté avant le 1^{er} juin 1907.

VII.

Le bail des terrains du champ de courses de Groenendaël, approuvé par la loi du 26 mars 1888 (*Moniteur* du 29), expirera le 28 février 1915. Celui de

la ferme voisine, ratifié par la loi du 27 juin 1896 (*Moniteur* du 2 juillet suivant), prendra fin le 4 août 1915.

Le bénéfice de ces deux contrats a été transféré par les locataires primitifs à la Société Royale d'Encouragement pour l'amélioration des races de chevaux et le développement des courses en Belgique.

Afin de lui permettre d'amortir des dépenses importantes faites en ces derniers temps, ainsi que le coût d'autres travaux qu'elle juge nécessaires en vue de compléter ses installations, la dite Société demande que les baux en cours soient prorogés de manière à lui assurer encore une jouissance de dix-huit années pour les deux exploitations, qui sont intimement liées.

Le Gouvernement estime qu'il y a lieu d'accueillir cette demande.

VIII.

Aux confins du territoire d'Auderghem, vers Woluwe-Saint-Pierre, l'avenue qui relie Boitsfort à l'avenue de Tervueren est séparée de la propriété dite « Val-Duchesse », appartenant à M. Dietrich, par une lisière de terrain que la Woluwe traverse dans toute sa longueur.

Cette lisière, d'une superficie d'environ 1 hectare 20 ares (lit du cours d'eau non compris), est formée d'excédents d'emprises achetées par l'administration des Ponts et Chaussées, ainsi que des tronçons à supprimer du chemin vicinal de Woluwe-Saint-Pierre à Auderghem et de l'avenue des Etangs, dont la commune d'Auderghem cédera gratuitement l'assiette à l'Etat (Voir plan I).

Afin de conserver l'un des points de vue les plus pittoresques de la vallée de la Woluwe, il importe qu'il ne soit pas élevé de constructions sur la parcelle dont il s'agit, laquelle, d'ailleurs, ne se prête guère à la bâtisse. Le Gouvernement avait, en conséquence, l'intention de l'aménager en square.

Désireux d'apporter à sa propriété les changements indiqués au plan II, sans compromettre le paysage, M. Dietrich a offert à l'Etat d'acquérir, moyennant servitudes, la lisière en question. Le Gouvernement propose de la lui céder aux conditions principales suivantes :

I. Prix : fr. 1,50 le mètre carré, à calculer d'après la contenance qui résultera d'un mesurage contradictoire ;

II. Défense d'ériger des constructions ou de faire des plantations de haute futaie sur les terrains vendus ;

III. Aménagement de ceux-ci en jardin, de manière à ménager des vues sur l'étang qui longe l'ancien chemin de Woluwe-Saint-Pierre à Auderghem ;

IV. Etablissement, à la nouvelle limite de la propriété de l'acquéreur, le long de l'avenue, d'une clôture à claire voie d'un type à agréer par l'administration des Ponts et Chaussées ;

V. Obligation de maintenir à perpétuité l'étang sur une largeur minimum de 40 mètres à partir de la rive du côté de l'avenue ; résolution de la vente, s'il plaît à l'Etat, dans le cas où, sans son consentement, il serait apporté au dit étang des transformations autres que celles résultant du plan II, qui

auraient pour effet de réduire l'étang tout en lui conservant une largeur de plus de 40 mètres.

Cet arrangement assurera la conservation du paysage tout en exonérant l'Etat des frais d'aménagement et d'entretien du square projeté. D'autre part, le prix est à considérer comme suffisamment rémunérateur eu égard aux servitudes dont le terrain sera grevé.

IX.

Un arrêt de la Cour d'appel de Bruxelles a reconnu à l'Etat la propriété de terrains, d'une superficie de 1 hectare 01 are 46 centiares, entourant les bâtiments de la cure de Pont-à-Celles lesquels appartiennent à la commune.

Il en résulte que le presbytère est complètement enclavé, sauf un passage de 5 mètres de largeur aboutissant au chemin de Luttre, et que l'aliénation, au profit de particuliers, de partie des dits terrains créerait une situation absolument inadmissible. Entre autres inconvénients sérieux, le desservant se verrait privé de tout accès direct, non seulement à la parcelle qui a été déclarée être le jardin presbytéral, mais encore à l'église, et il ne pourrait plus s'y rendre qu'en empruntant deux voies publiques, le chemin de Luttre et la place communale.

Dans le but d'éviter ces inconvénients, le Gouvernement sollicite les pouvoirs nécessaires pour conclure avec la commune une convention aux termes de laquelle l'Etat lui céderait une contenance de 50 ares 01 centiare contiguë à la maison curiale et à l'église, estimée 6,400 francs, en échange de la dite parcelle qui, étant donnée sa situation à front de la place communale, constitue une compensation suffisante, quoique la superficie ne soit que de 18 ares 93 centiares. Il serait stipulé que la contenance cédée par le Domaine restera annexée au presbytère pour en former le jardin en remplacement de la parcelle susvisée.

X.

Vers 1849, l'Etat a détaché de la forêt de Soignes un bloc de 5 hectares 71 ares situé à Boitsfort, à la sortie du village vers Groenendael, lieu dit « Coin des Balais », entre le massif boisé et la chaussée de La Hulpe, et qui est figuré par des teintes bleue, rose, verte et jaune au plan qui sera déposé sur le bureau de la Chambre.

Ce bloc a été converti en terres labourables qui ont été louées par lots aux habitants jusqu'en 1890.

La partie s'étendant à front de la chaussée de La Hulpe (teinte bleue) a été aliénée pour la bâtisse en vertu de l'autorisation accordée par l'article 2, 2°, de la loi du 3 juillet 1893 (*Moniteur* du 7).

L'article 1^{er}, 5°, de la même loi a approuvé la cession de la parcelle teintée en rose au profit de la Société anonyme d'habitations ouvrières « Eigen Huis ».

Celle-ci a acquis également le terrain teinté en vert, dont la vente a été autorisée par l'article 2, 9°, de la loi du 9 juillet 1898 (*Moniteur* du 12).

Il ne reste donc plus au Domaine que la parcelle teinte en jaune contenant environ 2 hectares 20 ares, déduction faite de l'assiette d'un chemin de 6 mètres de largeur à réserver le long de la forêt.

Ce terrain, qui n'est reboisé que depuis douze ans, s'avance en dehors de la limite régulière du massif et se trouve entouré de trois côtés par des propriétés particulières, à l'exception d'une partie ayant environ 18 mètres de développement à la chaussée de La Hulpe. Il forme un plateau à pente rapide vers le nord, où il aboutit à un ravin, et à pente plus régulière et moins forte vers les maisons qui bordent la dite chaussée; le long des dépendances de celles-ci, il est encore en surélévation de 4 à 10 mètres par rapport au niveau de la voie publique, de sorte qu'il ne convient pas pour l'agrandissement de ces dépendances.

La dite société a sollicité l'achat du terrain en question pour être à même de continuer son œuvre.

Le Gouvernement estime que la demande est susceptible d'être accueillie, sauf en ce qui concerne la parcelle qui a environ 18 mètres de façade à la chaussée de La Hulpe, sur une profondeur à déterminer, laquelle est partiellement déblayée et constitue un emplacement d'une valeur trop grande pour être affecté à la construction d'habitations ouvrières.

La société aurait à payer un prix calculé à raison de 5,000 francs l'hectare et elle devrait, en outre, rembourser en principal et intérêts la dépense que la plantation de 1894 a occasionnée à l'Etat.

La parcelle réservée serait vendue publiquement ou de gré à gré, au mieux des intérêts du Trésor.

XI.

L'Etat possède à Ostende, rue Royale, un terrain à bâtir d'une contenance de 475 mètres carrés (19 mètres de développement à la voie publique sur 25 mètres de profondeur), qui provient des anciennes fortifications et a été, jusqu'ici, loué à la Ville comme dépendance de son établissement des bains.

La transformation de cet établissement va rendre le dit terrain disponible, ainsi qu'une parcelle communale contiguë d'une superficie de 300 mètres carrés (12 mètres de façade sur 25 mètres de profondeur).

Eu égard à la situation des emplacements, le Gouvernement et l'administration communale estiment qu'il y a lieu, pour l'Etat et la Ville, de les réaliser de concert, avec la servitude d'y ériger des maisons dont les façades, d'un caractère décoratif, seront conformes à un plan d'ensemble.

Dans ce but, le Gouvernement sollicite l'autorisation de vendre de gré à gré le terrain domanial dont il s'agit.

XII.

L'aménagement des gares de Roux et Monceau-formation nécessite une emprise de 2 hectares 88 ares 61 centiares dans les installations de la Société

anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet, situés à Monceau-sur-Sambre et à Roux.

Des négociations ayant été engagées, la Société a déclaré vouloir consentir à la cession amiable de l'emprise en échange d'une parcelle domaniale contiguë de 1 hectare 20 ares 63 centiares, sur le territoire des mêmes communes, et les pourparlers ont abouti à un accord en ce sens, moyennant une soulte de 84,798 francs à charge du Trésor.

Les terrains à abandonner de part et d'autre ont la même valeur unitaire et celle-ci a été fixée au taux de 10,000 francs l'hectare, lequel est à considérer comme modéré et avantageux pour l'État qui reçoit la plus grande contenance; du chef de l'excédent de superficie — 1 hectare 67 ares 98 centiares — il revient donc à la Société une somme de . . fr. 16,798

Elle a droit en outre :

1^o A l'évaluation des bâtiments, cheminées d'usine et machines se trouvant sur l'emprise, et qui a été supputée à 83,361

2^o A une indemnité de 14,639 francs pour le déplacement des paires à brai installés sur les terrains à céder à l'Etat 14,639

Total égal au montant de la soulte convenue. fr. 84,798

Le terrain domanial ayant une valeur supérieure à 5,000 francs, le Gouvernement demande les pouvoirs nécessaires pour réaliser l'échange sur les bases indiquées ci-dessus.

XIII.

L'article 3, 2^o, de la loi du 19 août 1897 a autorisé le Gouvernement à tenir la Société anonyme du canal et des installations maritimes de Bruxelles indemne du supplément de dépenses à résulter pour elle du nouveau dispositif donné à ces installations, suivant les plans adoptés par l'assemblée générale du 15 mai 1897. Le coût des emprises supplémentaires ayant été liquidé par l'Etat, celui-ci se trouve en possession d'excédents situés sur les territoires de Molenbeek-Saint-Jean, Laeken, Schaerbeek et Neder-Over-Heembeek.

L'Etat possède également à Vilvorde, Grimberghen et Humbeek des terrains qui ont été affectés au dépôt des déblais à effectuer pour l'abaissement du plan d'eau du canal de Bruxelles au Rupel.

Tous ces immeubles pourront être réalisés par le Domaine; mais l'assentiment de la Législature est nécessaire à cet effet, la valeur des biens dépassant la limite fixée par l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1886, tant pour la vente publique que pour l'aliénation à main ferme.

Les biens envisagés convenant pour la construction d'habitations ou d'établissements industriels, les amateurs demanderont, en règle générale, à pouvoir disposer de leurs lots dans un très court délai, et il importe de ne pas manquer des occasions avantageuses de réaliser les terrains, par suite de la nécessité d'attendre, dans chaque cas, l'adhésion de la Législature.

En conséquence, le Gouvernement sollicite l'autorisation d'aliéner les

immeubles dont il s'agit, publiquement ou de gré à gré, au mieux des intérêts du Trésor.

XIV.

Trois excédents de terrains domaniaux, d'une contenance totale de 59 ares 03 centiares, situés à Watermael-Boitsfort, sont compris dans le périmètre de l'emplacement choisi par la commune d'Ixelles pour son installation d'une usine d'épuration des eaux d'égout de la partie de son territoire tributaire du bassin de la Woluwe.

Le Gouvernement propose de les céder à la dite commune au prix de fr. 14,430.73, accepté par elle et qui a été calculé d'après le taux à l'hectare des indemnités payées pour l'acquisition des propriétés dont les dits excédents faisaient partie, lesquelles ont été expropriées pour la construction du chemin de fer de Hal à Schaerbeek.

Certaines servitudes d'écoulement d'eaux seront, en outre, imposées à l'administration communale.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.



Léopold II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Guerre et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 18 mai 1905, portant cession par l'État à M. Gihoul d'un terrain boisé de 18 ares 15 centiares, sis à Theux, en échange d'une parcelle de 4 ares 54 centiares, située dans la même commune, et moyennant une soulte de 560 francs au profit du Trésor ;

2° Le contrat du 12 décembre 1905, contenant partage en pleine propriété, entre l'État et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, de terrains situés à Zeebrugge dont la jouissance emphytéotique avait été concédée à cette dernière ;

3° La transaction conclue le 12 décembre 1905 avec la Société anonyme des carrières de Quenast, aux termes de laquelle l'État lui cède, au prix de 200,000 francs, deux embranchements du chemin de fer du canal de Charleroi aux carrières ;

4° La cession consentie par l'État à la commune de Villers-le-Gambon, le

Leopold II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken, van Landbouw, van Oorlog en van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° De akte van 18 Mei 1905, houdende afstand van Staatswege aan den heer Gihoul van een beboscht terrein groot 18 aren 15 centiares, gelegen te Theux, in ruiling tegen een perceel van 4 aren 54 centiares, gelegen in dezelfde gemeente, en mits opleg van 560 frank ten bate der Schatkist ;

2° Het contract van 12 December 1905, houdende deeling in vollen eigendom, tusschen den Staaten de Maatschappij der Zeevaartinrichtingen van Brugge, van gronden gelegen te Zeebrugge waarvan het genot van erfpacht aan laatstgenoemde verleend werd ;

3° Het vergelijk den 12 December 1905 getroffen met de « Société anonyme des carrières de Quenast », naar luid van hetwelk de Staat aan deze afstaat, tegen den prijs van 200,000 frank, twee vertakkingen van den spoorweg der vaart van Charleroi naar de steengroeven ;

4° De afstand door den Staat aan de gemeente Villers-le-Gambon toegestaan,

20 février 1906, d'une parcelle boisée de 5 hectares 27 ares sise à Florennes et à Villers-le-Gambon, contre une autre de 8 hectares 81 ares 28 centiares située sur le territoire de cette dernière commune, laquelle reçoit une soulte de 1,412 francs 65 centimes;

5^o L'acte du 14 mars 1906, portant cession à M. Beernaerts de l'immeuble d'une contenance de 25 ares 50 centiares affecté au casernement de la gendarmerie à Wetteren, en échange d'un terrain de 70 ares, situé en cette commune, et moyennant une soulte de 4,500 francs au profit du Trésor;

6^o L'acte du 7 avril 1906, ayant pour objet la location emphytéotique à MM. Gihoul et Hans, pour le terme de 99 ans, de deux blocs de terrains boisés d'une contenance respective de 31 hectares 92 ares 35 centiares et 53 hectares 76 ares, situés à Spa et à Theux.

ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

1^o A proroger jusqu'au 1^{er} novembre 1924 les baux en cours de la ferme et du champ de courses de Groenendaël;

2^o A vendre à M. Dietrich, moyennant le prix de fr. 1.50 le mètre carré et sous certaines conditions, une lisière de terrain d'environ 1 hectare 20 ares située à Auderghem, entre sa propriété dite « Val-Duchesse » et la nouvelle avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre;

3^o A céder à la commune de Pont-à-Celles des terrains d'une contenance de 50 ares 01 centiare, en échange d'une parcelle de 18 ares 93 centiares, sans stipulation de soulte;

4^o A) A vendre à la Société anonyme d'habitations ouvrières « Eigen Huis » un terrain détaché de la forêt de Soignes,

den 20 Februari 1906, van een beboscht perceel, groot 5 hectaren 27 aren, gelegen te Florennes en te Villers-le-Gambon, in ruiling tegen een ander perceel van 8 hectaren 81 aren 28 centiares, gelegen op het grondgebied van laatstgenoemde gemeente, welke 1,412 frank 65 centiemen opleg bekomt;

5^o De akte van 14 Maart 1906, houdende afstand aan den heer Beernaerts van het onroerend goed, metende 25 aren 50 centiares, bestemd voor de kazerneering van de gendarmerie te Wetteren, in ruiling tegen een te dezer gemeente gelegen terrein van 70 aren, en mits 4,500 frank opleg ten bate van de Schatkist;

6^o De acte van 7 april 1906 die tot voorwerp heeft het in erfpacht geven aan de heeren Gihoul en Hans, voor den termijn van 99 jaar, van twee blokken beboschte gronden metende wederzijds 31 hectaren 92 aren 35 centiares en 53 hectaren 76 aren, gelegen te Spa en te Theux.

ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare Werken wordt gemachtigd :

1^o Tot het verlengen tot 1^{er} November 1924 van de in loop zijnde huurreceelen betreffende de pachthoeve en het renveld te Groenendaël;

2^o Tot het verkoopen aan den heer Dietrich, tegen den prijs van 1 frank 50 centiemen den vierkanten meter en onder zekere voorwaarden, van eenen zoom gronds groot ongeveer 1 hectare 20 aren gelegen te Auderghem, tusschen zijn goed genaamd « Val-Duchesse » en de nieuwe laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe;

3^o Tot het afstaan aan de gemeente Pont-à-Celles der gronden metende 50 aren 01 centiare, in ruiling tegen een perceel van 18 aren 93 centiares, zonder bepaling van opleg;

4^o A) Tot het verkoopen aan de Naamlooze vennootschap voor werkmanswoningen « Eigen Huis » van een van het

sis à Boitsfort, lieu dit « Coin des Balaïs », à l'exception de la partie visée au littéra B ci-après, et ce moyennant le prix de 3,000 francs l'hectare outre le remboursement des frais de plantation ;

B) A vendre publiquement ou de gré à gré la partie du même terrain située à front de la chaussée de La Hulpe ;

5° A vendre de gré à gré un terrain sis à Ostende, rue Royale, cadastré section C, n° 168b, et contenant 475 mètres carrés ;

6° A échanger une parcelle domaniale de 1 hectare 20 ares 63 centiares, sise à Monceau-sur-Sambre et à Roux, contre des terrains d'une contenance totale de 2 hectares 88 ares 61 centiares situés sur le territoire des mêmes communes et qui appartiennent à la Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet, l'État payant une soulte de 84,798 francs ;

7° A aliéner publiquement ou de gré à gré :

A) Les parcelles situées sur les territoires de Molenbeek-Saint-Jean, Laeken, Schaerbeek et Neder-Over Heembeek, provenant d'emprises faites pour la réalisation du nouveau dispositif des installations maritimes de Bruxelles visé à l'article 3, 2°, de la loi du 19 août 1897 ;

B) Les terrains sous Vilvorde, Grimberghen et Humbeek ayant servi de lieux de dépôt aux déblais effectués pour l'abaissement du plan d'eau du canal de Bruxelles au Rupel ;

8° A céder à la commune d'Ixelles, au prix de 14,430 francs 73 centimes, trois parcelles de terrain d'une contenance totale de 59 ares 05 centiares, situées à Watermael-Boitsfort.

Soniënwoud afgescheiden terrein, gelegen te Boschvoorde, ter plaatse genaamd « Bezemhoek », met uitzondering van het gedeelte bedoeld bij nakomende littera B, en zulks tegen den prijs van 3,000 frank de hectare boven de terugbetaling der kosten van beplanting ;

B) Tot het verkoopen openbaarlijk of uit de hand van het gedeelte van hetzelfde terrein gelegen aan den steenweg van Ter Hulpen ;

5° Tot het verkoopen uit de hand van een terrein gelegen te Oostende, Koninklijke straat, gekadastréedsectie C, n° 168b, en metende 475 vierkante meter ;

6° Tot het ruilen van eenen domeingrond groot 1 hectare 20 aren 63 centiares, gelegen te Monceau-sur-Sambre en te Roux, tegen gronden metende te zamen 2 hectares 88 aren 61 centiares gelegen op het grondgebied dierzelfde gemeenten en toebehoorende aan de « Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet » mits 84,798 frank opleg van Staatswege ;

7° Tot het vervreemden openbaarlijk of uit de hand :

A) Van perceelen gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, Laeken, Schaerbeek en Neder-Over-Heembeek, voortkomende van grondinnemingen gedaan tot uitvoering van het nieuw ontwerp der Zeevaartinrichtingen van Brussel bedoeld bij artikel 3, 2°, der wet van 19 Augustus 1897 ;

B) Van de gronden onder Vilvorde, Grimberghen en Humbeek die gediend hebben tot stortplaats der aarde uitgegraven voor het verlagen van het waterniveau der vaart van Brussel naar den Rupel ;

8° Tot het afstaan aan de gemeente Elsene tegen den prijs van 14,430 frank 73 centiemen, van drie perceelen gronds, gezamenlijk groot 59 aren 05 centiares, gelegen te Watermael-Boschvoorde.

Donné à Villefranche-sur-Mer, le 7 avril
1906.

Gegeven te Villefranche-sur-Mer, den
7ⁿ April 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :
*Le Ministre des Finances et des
Travaux publics,*

Van 's Konings wege :
*De Minister van Financiën en
Openbare Werken,*

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

B^{on} VAN DER BRUGGEN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafen,*

JUL. LIEBAERT.

(18)

(1)
(Nr 154.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1906.

Wetsontwerp tot goedkeuring van verschillende contracten betreffende onroerende domeingoederen en machtiging tot het verhuren of het vervreemden van gelijksoortige goederen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Ingevolge de bevelen van den Koning heb ik de eer aan de Wetgevende Kamers voor te leggen, met bede van prompt onderzoek, een ontwerp van wet behelzende :

- 1° Goedkeuring van zes contracten betreffende onroerende domeingoederen ;
- 2° Machtiging tot het verhuren of het vervreemden van gelijksoortige goederen.

Dit ontwerp vindt zijne rechtvaardiging in de volgende beschouwingen.

I.

Door het aanleggen in de omstreken van Spa, van den weg genaamd « Promenade-Princesse Clémentine », wordt een perceel houtgewas van 18 aren 15 centiaren, gelegen op het grondgebied van Theux, gansch afgescheiden van het domeinbosch « Dans le Sart » waarbij het vroeger vereenigd was. Ter oorzaak van zijne ligging, die het bouwen niet dult, en van zijne geringheid, heeft dit perceel bijna geene waarde; slechts biedt het geschiktheid aan voor den heer Gihoul die wenscht hetzelfde bij zijn aanliggend goed in te lijven en het wil koopen tegen den zeer hoogen prijs van 400 frank, daarbij afstand doende, als toegift, van een te Theux gelegen perceel van 4 aren 34 centiaren palende langs drie zijden aan het domeinbosch van « Heid Fanard ».

Dit voorstel den Staat voordeelig zijnde, zoo werd de ruiling gesloten, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving, mits 360 frank

opleg ten bate van de Schatkist; de akte bepaalt dat het aan den heer Gihoul afgestaan terrein bezwaard zal zijn met de erfdienstbaarheid *non œdificandi*.

II.

Krachtens de bepalingen der overeenkomst-wet van 1ⁿ Juni 1894-11 September 1895 en der bijgevoegde overeenkomsten-wetten van 30 Juni-14 September 1899 en 29 Maart-10 Mei 1900, betreffende het tot stand brengen en het vergunnen van eene haven aan de kust nabij Heyst, van eene haven te Brugge en van eene vaart die deze twee havens verbindt, beschikt de maatschappij der haveninrichtingen van Brugge, onder anderen — tot het eindigen harer vergunning die toegestaan werd voor een tijdperk van vijf en zeventig jaar — over te Zeebrugge gelegen Staatsgoederen uitmakende de blokken I, II en III voorgesteld in roode en gele tinten op den plattegrond gevoegd bij het contract waarover verder wordt gesproken.

Die voor bouwen geschikte gronden komen goed van pas aan hen die deel moeten nemen aan de exploitatie der haven; de overeenstemmende belangen van den Staat, van de vergunninghoudende maatschappij en van het publiek vergen dat die gronden ras met gebouwen worden bezet.

Doch de maatschappij mag slechts erfpachten toestaan; echter, mochten gronden aan particulieren worden verkocht, dan gewis werd de beoogde uitslag met meer zekerheid verkregen.

Ook was het met dit doel dat, onder voorbehoud der toestemming van wege de Kamers, gesloten werd de overeenkomst van 12 December 1905, waarbij de deeling van den vollen eigendom der bedoelde goederen verwezenlijkt werd tusschen den Staat en de vergunninghoudende maatschappij.

Tot het schatten van de huidige waarde der rechten van den Staat op die goederen, waarover hij slechts binnen vijf en zeventig jaar zou kunnen beschikken, werd aangenomen dat de waarde der goederen binnen die tijdruimte zal verdrievoudigen en door het aftrekken van den samengestellten interest, tegen 3 t. h., werd de toekomstige waarde tot de huidige waarde herleid.

Wat de huidige waarde der gronden betreft, het bestuur der domeinen schatte ze als hierover :

Gronden die te deelen zijn.

Nummers der loten.	Inhoud in vierkante meter.	Gemiddelde waarde per vierkanten meter.	Gezamenlijke waarde.	Aanmerkingen.
Blok I.				
1	3,239	35	113,365	(1) Terrein bestemd voor het ge- bouw dat moet dienen voor verschil- lende openbare diensten van den Staat.
2	6,300	35	220,500	
3	8,750	30	262,500	
4	6,269	25	156,725	(2) Met inbegrip der wegen is die blok 39,600 vierkante meter groot.
5	3,760	25	94,000	
6	5,640	50	282,000	(3) Met inbegrip der wegen is die blok 70,000 vierkante meter groot; voor het in goeden staat brengen van dien blok zijn aanzienlijke aanaardingen noodig.
7	7,200	40	288,000	
8	1,842	40	73,680	
9 (1)	1,820	35	63,700	
44,820			1,544,470	
Blok II (2)				
30,600			459,000	
Blok III (3)				
50,000			250,000	
125,420			2,263,470	

Na vijf en zeventig jaar hebben die gronden eene waarde van driemaal zooveel, 't is te zeggen $2,263,470 \times 3 = 6,790,410$ frank.

Van een anderen kant, eene na vijf en zeventig jaar eischbare schuldveroordeeling van 1 frank, heeft thans eene waarde van fr. 0.1089542.

Dienvolgens, worden de rechten van den Staat op de te verdeelen gronden ten huidigen dage voorgesteld door $6,790,410 \times 0.1089542 = \text{fr. } 739,843.69$ en de rechten der vergunninghoudende maatschappij door $2,263,470 - 739,843.69 = \text{fr. } 1,523,626.31$.

Artikel 6, 2^e lid, der overeenkomst-wet van 29 Maart-10 Mei 1900 verplicht de maatschappij tot het betalen, gedurende vijf en zeventig jaar, van een jaarlijkschen cijns van 100 frank die, uit kracht der nieuwe overeenkomst, afgeschaft zal worden en thans een kapitaal van 2,970 frank vertegenwoordigt. Wordt die som afgetrokken van het bedrag der rechten van de maatschappij en gevoegd met dat der rechten van den Staat, dan worden wederzijds die waarden fr. 1,520,656.31 en 742,813.69.

De overeenkomst kent aan den Staat den vollen eigendom toe der goederen hierna gemeld :

1 ^o Van lot n ^o 1 van blok I geschat op	. . fr.	113,368
2 ^o Van lot n ^o 2 id. id.	. . .	220,800
3 ^o Van lot n ^o 8 id. id.	. . .	73,680
4 ^o Van lot n ^o 9 id. id.	. . .	63,700
5 ^o Van de 7 hectaren (met inbegrip der wegenis) makende den grondblok n ^o III uit, geschat op.		280,000
Te zamen. . . fr.		<u>721,248</u>

Het verschil van fr. 21,568.69 bestaande tusschen die som en de bovengemelde van fr. 742,813.69 wordt in ruime mate vergoed door de winst welke ten bate der Schatkist zal spruiten uit de toepassing van artikel 2, 1^o lid der overeenkomst, waarbij vrijdom wordt verleend van alle haven- en kaairechten en van alle taxe wegens lossen voor het vlottend materiëel en voor de materialen die op rekening van den Staat gebruikt zullen worden bij het aanaarden van de 7 hectaren gronds die voormelden blok III uitmaken, alsmede van andere domeingoederen die ten oosten van dezen blok gelegen zijn.

III.

Bij Koninklijk besluit van 30 Maart 1847 wordt voor eenen termijn van negentig jaar, vergunning verleend aan den heer Zaman en consoorten — vergunning die deze hebben overgebracht op de « Société du chemin de fer de Quenast au canal de Charleroi » — van eene spoorweglijn tusschen de vaart van Brussel naar Charleroi en de steengroeven van Quenast; in de lijn van 6,908 meter lengte was begrepen een hellend vlak dat toegang verleende tot het bovenvlak der steengroeven.

Bij overeenkomst van 16 Maart 1870, worden de rechten en verplichtingen der vergunninhouder zoowel tegenover den Staat als tegenover de « Société des Carrières de porphyre de Quenast », het vervoermateriëel, de gronden en afhankelijkheden der baan afgestaan, tegen den prijs van 600,000 frank, aan de « Compagnie des Bassins houillers du Hainaut ». Deze heeft, onder anderen, de verplichting aangegaan om den spoorweg op gewoone breedte te brengen — om hem voort te zetten tot de baan van Braine-le-Comte naar Gent (Rebecq-Rognon), — om te Quenast eene statie op te richten (statie Quenast) en om eene vertakking aan te leggen (Zijtak du Pendant) ten einde het ontginnen der steengroeven langs onder toe te laten. De door de « Compagnie des Bassins houillers » getroffen verbintenissen moesten duren totdat de vergunning ophield in 1937.

Naar luid van de overeenkomst-wet van 25 April-3 Juni 1870 (artikel 2) werd de Staat door genoemde maatschappij in de plaats gesteld voor alle rechten zoowel als voor alle lasten spruitende voor deze laatste uit voormeld contract van 16 Maart 1870.

Van dit oogenblik was de Staat dus gehouden tot exploitatie van de in 1847 vergunde lijn; doch, onder eenparig bepaalde voorwaarden, heeft de Staat die exploitatie toevertrouwd aan de « Société des Carrières de Quenast » en zulks tot in 1879, tijdstip waarop de spoorweg van Quenast naar Rebecq voor het verkeer werd opengesteld.

Van dat tijdstip nam de Staat zelf de exploitatie der voornaamste lijn waar; echter, bij overeenkomst van 15 Juli 1880, heeft de « Société des Carrières de Quenast » de verplichting aangegaan tot het verzekeren, met hare locomotieven en met haar personeel, van den dienst van den zijtak « du Pendant », van het hellend vlak en van de lijnen in verbinding met het bovenvlak der steengroeven, mits het betalen, door de Schatkist, van een jaarlijkschen vasten cijns van 20,000 frank.

Sinds werden de lijnen van het bovenvlak alsmede het hellend vlak, ter lengte van ongeveer 2,950 meters, zonder toelating, door de societeit buiten gebruik gelaten; zij heeft de gronden der lijn bij hare groeven binnengepalmd en deze uitsluitend langs onder (vertakking « du Pendant ») ontgind. Deze handelwijze gaf aanleiding tot een rechtsgeding dat in 1896 voor de rechtbank van Nijvel werd gebracht. De Staat eischte de waarde van het buiten gebruik gelaten einde lijn, alsmede de uitbetaling van een gedeelte der annuïteiten van 20,000 frank, die betaald werden na het buiten gebruik laten van het hellend vlak; de societeit verzette zich tegen die terugbetaling omdat de bestaande contracten haar toelieten hare steengroeven enkel langs onder te ontginnen, zonder gebruik te maken van het hellend vlak, en zij beweerde den spoorweg opnieuw aan te leggen volgens een andere richtingslijn omheen de steengroeven.

Ten slotte, na lang onderhandelen, werd den 12 December 1903 eene minnelijke schikking getroffen; deze schikking, onder voorbehoud van goedkeuring, berust op de volgende gronden :

I. De Staat doet aan de Societeit afstand van den vollen eigendom der vertakking van het hellend vlak en « du Pendant », alsmede der lijnen van het bovenvlak, met erbij het spoorwegmaterieel en twee wachtershuisjes en hij bekomt de waarde ervan, die bepaald is op 200,000 frank, rekening houdende van den in de gronden bedolven porfiersteen.

II. De Staat ziet van bovenbedoelde terugbetaling af; doch, daarentegen, bekomt hij de volgende voordeelen :

a) Hij wordt ontslagen van de exploitatie der vertakking « du Pendant », waartoe hij tot in 1937 verplicht was;

b) De maatschappij ziet af van de over de jaren 1903, 1904 en 1905 verschuldigde cijnsen van 20,000 frank ieder;

c) Zooals in het verleden zal zij, doch kosteloos, met hare machines en haar personeel, alle manœuvres verrichten welke het halen, het terugvoeren ter plaatse en het rangeeren der wagons in de statie Quenast medebrengen, dan wanneer een deel dier manœuvres door het Bestuur van spoorwegen waargenomen dient te worden en een der bestanddeelen uitmaakte van den cijns van 20,000 frank bepaald in de overeenkomst van 15 Juli 1880;

d) Op den spoorweg van Quenast zal aan de agenten der maatschappij geen vrij vervoer meer worden vergund;

e) Artikel 6, litt^a C, der overeenkomst van 16 Maart 1870 bepaalt dat, aangaande het vervoer door de maatschappij voor eene andere bestemming dan de vaart van Charleroi, Tubeke, Rebecq of Edinghe, de afstanden zullen gerekend worden te beginnen van de steengroeven beschouwd als statie van het algemeen net. Deze bepaling wordt behouden, met dien verstande dat, tot in 1937, de getarifeerde afstand zal wezen, zooals voorheen, die van de statie Quenast vermeerderd met 500 meter, 't is te zeggen, met de lengte van den zijtak « du Pendant », ofschoon deze de uitsluitelijke eigendom der maatschappij wordt.

Deze schikking houdt, in juiste mate, rekening van de gunstige en ongunstige bestanddeelen der zaak, alsmede van den feitelijken toestand die door de maatschappij werd verwekt.

Door het buiten gebruik laten van het hellend vlak en het afstaan van den zijtak « du Pendant » wordt de Staat ontslaan van eene bezwarende exploitatie, die tot in 1937 zou hebben kunnen voortduren.

IV.

De gemeente Villers-le-Gambon bezit, op haar grondgebied, een boschje van 8 h., 81 a., 28 c., dat van de andere gemeentegoederen gescheiden is en, eenigszins, gesloten ligt in het aan den Staat toebehoorend woud genaamd « du gros Frane ».

Bij dat woud behoort, van een anderen kant, een perceel, metende 5. h. 27 a., van den blok gansch gescheiden door openbare wegen die het langs drie kanten omgeven, en langs den vierden kant palend aan het gemeentebosch van Villers-le-Gambon genaamd « Champ Bouval ».

Eene ruiling dier twee perceelen dringt zich op; ook wordt zij gevorderd door het belang der eigenaars ten einde aan den omtrek hunner goederen meer regelmatigheid te geven, de ontginning ervan te vergemakkelijken en hunne waarde, vooral met het oog op de jacht, te vermeerderen.

Volgens een omstandige waardeering, hebben gezegde perceelen, die hoofdzakelijk bedekt zijn met eiken kreupelhout, een wederzijdsche waarde van fr. 13,449.57 en van fr. 12,036.92.

De overeenkomst werd gesloten bij akte van 20 Februari 1906, mits fr. 1,412.65 opleg, betaalbaar aan de gemeente na goedkeuring van de Kamers.

V.

De brigade der gendarmerie te Wetteren is gebrekkig en op onvoldoende wijze gehuisvest in een domeingoed, van 25 aren 50 centiaren, dat omsloten is door bijzondere eigendommen en slechts uitgang heeft op de openbare baan bij middel van eenen weg van 4 meter breedte. De lokalen die oud en slecht ingericht zijn, bevinden zich in uiterst slechten staat; 't is onmogelijk ze op voordeelige wijze te veranderen, te verbeteren of te vergrooten, en van nu af wordt erkend, dat het noodig is, op een beter geschik te plaats, een nieuwe kazerne te bouwen.

De gelegenheid biedt zich aan om tot eene oplossing te geraken in eenen voor de belangen van den Staat uiterst voordeeligen zin.

De heer Beernaerts, eigenaar van eene belangrijke fabriek die aan de kazerne paalt, wil deze koopen tegen den zeer hoogen prijs van . fr. 20,000 en, in ruiling, afstand doen van een terrein, groot 70 aren, van regelmatig en gemakkelijken toegang, geschat op . . . 15,500

De belanghebbende zou ten bate der Schatkist storten eenen opleg van fr. 4,500

Tot den dag waarop de nieuwe kazerne voor hare bestemming kan gebruikt worden, zou de Staat over de huidige lokalen mogen beschikken en zulks gedurende vier jaar kosteloos en vervolgens tegen een jaarlijksch huurgeld van 800 frank.

Deze overeenkomst werd gesloten bij akte van 14 Maart 1906.

VI

Het belang dat zich hecht aan de herleving van Spa met zijne heelkrachtige waters, heeft de Regeering aangezet om de voorstellen te aanvaarden van de heeren Gihoul en Hans, voorstellen die tot doel hebben in de nabij de vallei gelegen domeingoederen, vanwaar deze laatste gansch kan worden overzien, tot stand te brengen eene wijk van villa's met gast- en spijshuis, alsmede eene renbaan met plaatsen geschikt voor lawn-tennis, golf en andere sports, het alles in verbinding met de statie Spa bij middel van een tramweg met electrische trekkraft. De nieuwe wijk zal in een der meest gezonde oorden worden aangelegd, zoodat den personen die lijden aan kwalen welke hun het verblijf in de vallei niet toelaten, gelegenheid zal worden verschaft om, in de beste voorwaarden van gezondheid, op de bovenvlakte te kunnen verblijven.

Ziehier, in 't kort, de uiteenzetting der voornaamste bepalingen van het contract gesloten, onder voorbehoud van goedkeuring door de Wetgeving, op 7 April 1906.

Aan de heeren Gihoul en Hans wordt door den Staat, voor den termijn van negentig jaar, in erfpacht gegeven twee beboschte grondblokken A en B, de eerste, groot 31 h. 92 a. 35 c., te nemen in de bosschen genaamd « Commune Poule » en « Dans le Sart », op het grondgebied der gemeenten Spa en Theux, de tweede, groot 53 h. 76 a., te nemen in het bosch genaamd « Longue Heid » op het grondgebied van Theux.

Blok A.

Deze blok moet enkel dienen tot het bouwen van afzonderlijke of bij paren aan elkander rakende en met tuinen omgeven villa's die niet minder dan 20 aren oppervlakte mogen beslaan, tot het oprichten van een gast- en spijshuis en tot het aanleggen van wegen; alle andere bestemming wordt verboden.

Mits bijzondere goedkeuring moeten de gebouwen ten minste op 10 meter

afstand van de bestaande of te maken wegen worden opgericht; de tuinen mogen langs den weggant en op de zijgrenzen binnen de gezegde strook van 10 meter niet worden afgesloten dan bij middel van groene heggen of op blauwen steen rustend traliwerk.

De erfpachters verbinden zich tot het nemen van door den Staat goedgekeurde maatregelen van gezondheid voor wat betreft het afloopen van het water dat tot gebruik der gebouwen heeft gediend.

Al het op den bedoelden blok wassend hout wordt aan de heeren Gihoul en Hans verkocht tegen den prijs van 27,033 frank, som gelijk aan die der schatting gedaan door de ambtenaars van het boschwezen, mits rekening wordt gehouden van de toekomstige waarde der nog niet te benuttigen oppervlakte; de erfpachters mogen de gewassen niet uithakken dan naar gelang het oprichten der gebouwen, het aanleggen der tuinen en der toegangswegen plaats heeft; in elk dier tuinen dient steeds een beboscht gedeelte te worden behouden.

Bij het eindigen van het huurcontract, zal al het op blok A wassend hout, zonder vergoeding, de eigendom van den Staat blijven, en deze zal, voor hetgeen de gebouwen betreft, dezelve mogen behouden mits betaling van de helft der waarde die ze alsdan zullen hebben.

De toegang tot de nieuwe villa's-wijk, alsmede tot de nieuwe renbaan zal, behalve door den tramweg, nog verzekerd worden door eenen van Staatswege te onderhouden bestaanden weg en ook door buurtwegen; de Staat gaat de verbintenis aan naar behooren in te richten en in de noodige mate te verbreedden, ten einde het aan zijne bestemming beantwoorde, het gedeelte van gezegden weg begrepen tusschen dezes begin, aan den weg van Spa naar het meer van Warfaaz, en den weg van Spa naar Sart.

Blok B.

Deze blok moet dienen tot het aanleggen eener renbaan met plaats voor lawn-tennis, golf en andere sports; ook mag hij voor eene andere bestemming worden gebruikt.

De Staat mag te zijn eigen bate verkoopen het op gezegden blok groeiend struikgewas, dat thans kan benuttigd worden, alsmede het weinig houtgewas dat moet gehakt worden om het beoogde doel te bereiken; het houtgewas, dat volgens de meening der erfpachters behouden kan worden, zal door hen tegen den schattingsprijs der beampten van 't boschwezen gekocht worden.

De grondwerken, de gebouwen en onroerende inrichtingen alsmede het wassend hout, blijven, bij het eindigen van het contract, aan den Staat die hiervoor geene vergoeding verschuldigd is; van een anderen kant heeft de Staat het recht de roerende inrichtingen en voorwerpen in te koopen.

De jaarlijksche pachtprijs wordt, voor de twee blokken, bepaald op drie duizend frank, 't zij gemiddeld 33 frank per hectaar; dit bedrag is veel hooger dan hetgeen thans wordt opgebracht door het kanton waarin gelegen zijn de gedeelten van het woud die het voorwerp van het huurcontract uit-

maken en dat, ter oorzake van de slechte hoedanigheid van den grond, geen groote boomen kan voortbrengen.

De erfpachters gaan de verbintenis aan om, binnen ééne maand na de goedkeuring der wet, de vergunning aan te vragen voor het leggen van eenen tramweg met electrische trekkracht, die de nieuwe wijk der villa's en de nieuwe renbaan in verbinding zal stellen met de statie Spa.

Wordt die vergunning hun verleend, dan moeten zij voor de helft, met een maximum van 20,000 frank, tusschenkomen in de kosten van verbreding en geschiktmaking van het weggedeelte bedoeld bij het 9^e lid *in fine*, van deze paragraaf der memorie van toelichting.

Wordt die vergunning hun niet verleend, dan heeft ieder der contracteerende partijen het recht het contract te houden als zijnde zonder waarde en niet gedaan, mits zijnen wil bekend te maken vóór 1 Juni 1907.

VII.

Op 28 Februari 1913 eindigt het huurcontract betreffende het renveld van Groenendaël, contract dat goedgekeurd werd bij de wet van 26 Maart 1888 (*Moniteur* van 29ⁿ). Het huurcontract betreffende de naburige hoeve, hetwelk bekrachtigd werd bij de wet van 27 Juni 1896 (*Moniteur* van 2 Juli daaropvolgend) eindigt den 4 Augustus 1913.

Het voorrecht door beide deze contracten verleend, werd door de eerste huurders overgedragen op de « Société royale d'encouragement pour l'amélioration des races de chevaux et le développement des courses en Belgique ».

Opdat het deze maatschappij mogelijk weze de delging te bewerken van de aanzienlijke uitgaven die zij zich in dezen laatsten tijd heeft getroost, en ook van de kosten welke zij noodig acht tot het voltrekken harer inrichtingen, verzoekt gezegde maatschappij dat de in loop zijnde huurcontracten verlengd zouden worden derwijze, dat zij nog gedurende achttien jaar zou kunnen beschikken over de beide ondernemingen wier benutting in innig verband ligt.

De Regeering acht dat dit verzoek ingewilligd dient te worden.

VIII.

Op de grenzen van het grondgebied der gemeente Auderghem, in de richting van Sint-Pieters-Woluwe, is de laan die Boschvoorde met de laan van Tervueren verbindt, gescheiden van het zoogenaamd goed « Val Duchesse », — toebehoorende aan den heer Dietrich — door eenen zoom gronds waarover, in gansch zijne lengte, de Woluwe loopt.

Die grondzoom, groot ongeveer 1 hectare 20 aren (zonder inbegrip der rivierbedding), bestaat uit overschotten van door het bestuur van bruggen en wegen gekochte grondinnemingen en ook uit de niet meer te gebruiken einden van den buurtweg van Sint-Pieters-Woluwe naar Auderghem en van de vijverslaan, die door de gemeente Auderghem kosteloos aan den Staat zullen worden afgestaan. (*Zie plattengrond I.*)

Tot behoud van een der schilderachtigste gezichten uit de vallei der Woluwe, is het noodig dat op bedoeld perceel geene gebouwen worden opgericht; overigens dit perceel is tot bouwen ongeschikt. De Regeering was daarom voornemens het tot square aan te leggen.

Daar de heer Dietrich wenscht aan zijn goed de veranderingen toe te brengen die aangeduid zijn op den plattengrond II, zonder hierdoor aan het landschap hindernis te brengen, stelde hij aan den Staat voor bedoelden zoom, mits erfdienstbaarheden te koopen. De Regeering wil hem dien zoom afstaan onder de voorwaarden waarvan de bijzonderste volgen :

I. Prijs : fr. 1.50 den vierkanten meter te berekenen naar de oppervlakte te bepalen volgens eene door beide partijen gedane meting;

II. Verbod om op de verkochte gronden gebouwen op te richten of hoogstammige houtgewassen te planten;

III. Gezegde gronden tot tuin aan te leggen, derwijze uitzichten te hebben op den vijver die ligt langs den vroegeren weg leidende van Sint-Pieters-Woluwe naar Auderghem;

IV. Aan de nieuwe grens van het goed des aankoopers, langs de laan, oprichting eener afsluiting met gapingen volgens een door het Bestuur van Bruggen en Wegen goed te keuren model;

V. Verplichting tot het behouden ten eeuwigen dage van den vijver op eene breedte van minstens 40 meter te beginnen langs den oever gelegen aan den kant der laan; verbreking van den verkoop, indien de Staat het goed vindt, ingeval, zonder zijne toestemming, aan gezegden vijver andere veranderingen werden gebracht dan die uit het plan II voortspruiten en tot gevolg zouden hebben den vijver te verkleinen met hem nochtans eene breedte van meer dan 40 meter te behouden.

Door die schikking blijft het behoud van het landschap verzekerd en heeft de Staat geene kosten wegens het aanleggen en onderhouden van de ontworpen square. Van een anderen kant, uit aanmerking der erfdienstbaarheden welke het terrein zullen bezwaren, dient de prijs beschouwt te worden als zijnde hoog genoeg betaald.

IX.

Een arrest van het Beroepshof van Brussel heeft aan den Staat toegekend den eigendom van goederen, groot 1 hectare 1 are 46 centiaren, omgevende de gebouwen der pastorie van Pont-à-Celles, welke aan de gemeente toebehooren.

Hieruit volgt dat, buiten eenen doorgang van 5 meter breedte uitgevende op den weg van Luttre, de pastorie gansch omsloten is en dat, het vreemden, ten bate van particulieren, van een gedeelte der genoemde goederen, een volstrekt onaannemelijken toestand zou te weeg brengen. Zoo zou, onder ander ernstige bezwaren, de kerkbedienaar geen rechtstreekschen toegang meer hebben niet alleen tot het perceel dat verklaard werd tuin der pastorie te zijn, maar ook tot de kerk, en hij ware in de onmogelijkheid er te geraken zonder twee openbare wegen te ontleenen : den weg van Luttre en de gemeentplaats.

Tot voorkoming dezer bezwaren, wordt door de Regeering de noodige machtiging verzocht tot het sluiten met de gemeente van eene overeenkomst naar luid derwelke de Staat aan deze afstaat eene aan de pastorij en aan de kerk rakende oppervlakte van 50 aren 01 centiare, op 6,400 frank geschat, en zulks in ruiling tegen gezegd perceel, dat uit hoofde zijner ligging uitgevende op de gemeentplaats, eene genoegzame vergoeding is, ofschoon het slechts 18 aren 93 centiaren telt. Er zou bepaald worden dat de door het Domein afgestane oppervlakte bij de pastorij zal worden ingelijfd om, in vervanging van voormeld perceel, er den tuin van uit te maken.

X.

Rond 1849, werd door den Staat van het Sonienbosch afgescheiden een blok van 5 hectaren 71 aren, gelegen te Boschvoorde, op het einde van het dorp, in de richting van Groenendaal, ter plaatse genaamd « Bezemhoek », tusschen het boschgewas en den steenweg van Ter Hulpen, en die aangeduid is in blauwe, rozige, groene en gele tinten op den plattengrond welke op het bureel der Kamer zal worden neergelegd.

Van dien blok werden labourgronden gemaakt die, tot in 1890, bij strooken aan de bewoners werden verhuurd.

Het aan den steenweg van Ter Hulpen gelegen gedeelte (blauwe tint) werd, uit kracht der machtiging verleend bij artikel 2, 2°, der wet van 3 juli 1893 (*Moniteur* van 7), als bouwgrond vervreemd.

Bij artikel 1, 5°, dierzelfde wet, werd goedgekeurd de afstand ten voordeele der naamlooze vennootschap voor werkmanswoningen « Eigen Huis », van het in rozenkleur getint perceel.

Door deze vennootschap werd insgelijks gekocht in het groene tint gekleurd terrein, waarvan de verkoop gemachtigd werd bij artikel 2, 9°, der wet van 9 Juli 1898 (*Moniteur* van 12).

Aan het Domein behoort dus niet meer dan het in geel getint perceel, groot ongeveer 2 hectaren 20 aren verminderd met den weg van 6 meter breedte die langs het bosch dient behouden te worden.

Dit terrein, dat slechts sedert 12 jaar op nieuw beboscht werd, treedt buiten de regelmatige grens van het boschgedeelte, en is langs drie zijden omgeven door bijzondere goederen, met uitzondering van een gedeelte, groot ongeveer 18 meter, gelegen aan den steenweg van Ter Hulpen. Het terrein maakt een hoogvlakte uit met scherpe noordwaartsche helling, langs waar het op een ravijn te recht komt, en met meer regelmatige en zachtere helling naar den kant der huizen die den steenweg boorden; langs de aanhoorigheden dezer laatste verheft de hoogvlakte zich nog 4 tot 10 meter boven den openbaren weg, zoodat het terrein niet tot vergrooting dezer aanhoorigheden geschikt is.

Gezegde vennootschap heeft verzocht bedoeld terrein aan te koopen, ten einde in staat te wezen haar werk te kunnen voortzetten.

De Regeering acht, dat het verzoek mag worden ingewilligd, uitgenomen

voor wat betreft het perceel van ongeveer 18 meter voorzijde aan den steenweg van Ter Hulpén, op eene te bepalen diepte, welke gedeeltelijk is effen gemaakt, zoodat dit perceel een al te groote waarde heeft om voor het bouwen van werkmanswoningen te worden benuttigd.

De vennootschap zou eene som moeten betalen, berekend tegen 5,000 fr. de hectare en zij zou daarenboven, in hoofdsom en interesten, moeten dekken de uitgave waartoe de door den Staat gedane beplanting van 1894 aanleiding gaf.

Het voorbehouden perceel zou, volgens de voor de Schatkist meest voordeelige wijze, openbaarlijk of uit de hand worden verkocht.

XI.

Te Oostende, in de Koninklijke straat, bezit de Staat een bouwgrond groot 475 vierkante meter (19 meter lengte aan den openbaren weg op 25 meter diepte) voortkomende van de vroegere versterkingen en die, tot hiertoe, aan de stad verhuurd werd als aankleve harer badinrichting.

Het vervormen dier inrichting zal meebrengen het beschikbaar worden van gezegd terrein, en ook van een aanpalend gemeente perceel groot 300 vierkante meter (12 meter langs den weg op 25 meter diepte).

Uit aanmerking van de ligging dier bouwgronden,* zijn Regeering en gemeentebestuur van meening dat, zoowel voor den Staat als voor de stad, die gronden samen dienen verkocht te worden, met de erfdienstbaarheid van erop te bouwen huizen met voorgevels hebbende een decoratief uitzicht dat overeenstemt met een naar eenheid strevend plan.

Met dat inzicht verzoekt de Regeering machtiging om bedoelden domein grond uit de hand te verkoopen.

XII.

Het behoorlijk inrichten der statien Roux en Monceau-rangeering vergt, dat 2 hectaren 88 aren 61 centiareen aan de inrichtingen worden genomen der « Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet », gelegen te Monceau-sur-Sambre en te Roux.

Na begonnen onderhandelingen heeft gezegde societeit verklaard toe te stemmen tot den afstand in der minne van de grondinneming, in ruiling tegen een aanpalend domeinperceel van 1 hectare 20 aren 63 centiareen, gelegen op het grondgebied dierzelfde gemeenten, en de onderhandelingen zijn op eene overeenkomst in dien zin uitgelopen, mits 84,798 frank opleg van wege de Schatkist.

De goederen wederzijds af te staan, zijn van gelijke eenheidswaarde en deze werd bepaald op 10,000 frank de hectare, prijs welke als gematigd dient aanschouwd te worden en als voordeelig voor den Staat die de grootste uitgestrektheid bekomt; wegens het overschot van oppervlakte —

1 hectare 67 aren 98 centiares — is dus aan de sociëteit verschuldigd eene som vanfr. 16,798

Daarenboven heeft zij recht :

1^o Op de waarde-bepaling der gebouwen, fabriekschouwen en machines welke zich op de grondinneming bevinden, ten geraamd wordt op. 53,361

2^o Op eene vergoeding van 14,639 frank wegens het verplaatsen der teerparken die zich bevinden op aan den Staat af te stane gronden, 14,639

Totaal gelijk aan het bedrag van den overeengekomen oplegfr. 84,798

Daar de waarde van den domeingrond 5,000 frank overtreft, wordt door de Regeering de noodige machtiging gevraagd tot het verwezenlijken van de ruiling op voet van hooger gemelden grondslag.

XIII.

Bij artikel 3, 2^o, der wet van 19 Augustus 1897, wordt de Regeering gemachtigd de venootschap der vaart- en haveninrichtingen van Brussel schadeloos te houden wegens de bijkomende uitgaven die voor deze moeten spruiten uit hetgeen aan hare inrichtingen ontworpen is volgens de door de algemeene vergadering van 15 Mei 1897 aangenomen plannen. Daar de prijs der nieuwe grondinnemingen door de Schatkist betaald werd, zoo bevindt de Staat zich in bezit van overschotten gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, Laeken, Schaerbeek en Neder-Over-Heembeek.

Ook te Vilvoorde, Grimberghen en Humbeek bezit de Staat gronden die gediend hebben tot stortplaats der aarde uitgegraven voor het verlagen van het watervlak der vaart van Brussel naar den Rupel.

Het Bestuur der Domeinen kan al die goederen verkoopen; doch daartoe is der Wetgeving's goedkeuring noodig, aangezien de waarde der goederen meer bedraagt dan het cijfer bepaald bij art. 1 der wet van 16 Maart 1886, zoowel voor hetgeen betreft de verkoop in 't openbaar, als de vervreemding uit de hand.

Daar bedoelde goederen geschikt zijn voor het bebouwen van woningen of van nijverheidsgebouwen, zal door de liefhebbers meestal gevraagd worden om, binnen korten tijd, over hunne panden te mogen beschikken; het behoort dus geen voordeelige gelegenheid om van gronden geld te maken, te laten ontsnappen, met, in ieder geval, naar de goedkeuring der Wetgeving te wachten.

Dienvolgens, wordt door de Regeering machtiging verzocht om de bedoelde onroerende goederen openbaarlijk of uit de hand te vervreemden, ten beste van de belangen der Schatkist.

XIV.

Drie overschotten gronden van het Domein, groot te zamen 59 aren, 03 centiaren, gelegen te Watermael-Boschvoorde, zijn begrepen in den omtrek van de plaats die door de gemeente Elsene werd gekozen tot het oprichten eener fabriek voor het zuiveren der rioolwaters van het gedeelte van haar grondgebied dat van het bekken der Woluwe afhangt.

De Regeering stelt voor die overschotten aan gezegde gemeente af te staan tegen den door haar aangenomen prijs van fr. 14,430.73 die berekend werd op voet van het bedrag der vergoedingen die per hectare betaald zijn geworden voor het aankopen der goederen waarvan gezegde overschotten deel maakten; goederen die onteigend werden voor het aanleggen van den spoorweg Hal-Schaerbeek.

Sommige erfdienstbaarheden wegens afloop van het water zullen, daarenboven, aan het gemeentebestuur worden opgelegd.

De Minister van Financiën en Openbare Werken,

C^{te} DE SMET DE NAEYER.



Léopold II,**ROI DES BELGES,***A tous présents et à venir, Salut.*

Sur la proposition de Nos Ministres des Finances et des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Guerre et des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances et des Travaux publics présentera en Notre Nom aux Chambres législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Sont approuvées les conventions suivantes :

1° L'acte du 18 mai 1905, portant cession par l'Etat à M. Gihoul d'un terrain boisé de 18 ares 15 centiares, sis à Theux, en échange d'une parcelle de 4 ares 34 centiares, située dans la même commune, et moyennant une soulte de 360 francs au profit du Trésor ;

2° Le contrat du 12 décembre 1905, contenant partage en pleine propriété, entre l'Etat et la Compagnie des Installations maritimes de Bruges, de terrains situés à Zeebrugge dont la jouissance emphytéotique avait été concédée à cette dernière ;

3° La transaction conclue le 12 décembre 1905 avec la Société anonyme des carrières de Quenast, aux termes de laquelle l'Etat lui cède, au prix de 200,000 francs, deux embranchements du chemin de fer du canal de Charleroi aux carrières ;

4° La cession consentie par l'Etat à la commune de Villers-le-Gambon, le

Leopold II,**KONING DER BELGEN,***Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !*

Op de voordracht van Onze Ministers van Financiën en Openbare Werken, van Landbouw, van Oorlog en van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën en Openbare Werken zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorleggen het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt :

ARTIKEL EÉN.

Worden goedgekeurd de volgende overeenkomsten :

1° De akte van 18 Mei 1905, houdende afstand van Staatswege aan den heer Gihoul van een beboscht terrein groot 18 aren 15 centiares, gelegen te Theux, in ruiling tegen een perceel van 4 aren 34 centiares, gelegen in dezelfde gemeente, en mits opleg van 360 frank ten bate der Schatkist ;

2° Het contract van 12 December 1905, houdende deeling in vollen eigendom, tusschen den Staaten de Maatschappij der Zeevaartinrichtingen van Brugge, van gronden gelegen te Zeebrugge waarvan het genot van erfpacht aan laatstgenoemde verleend werd ;

3° Het vergelijk den 12 December 1905 getroffen met de « Société anonyme des carrières de Quenast », naar luid van hetwelk de Staat aan deze afstaat, tegen den prijs van 200,000 frank, twee vertakkingen van den spoorweg der vaart van Charleroi naar de steengroeven ;

4° De afstand door den Staat aan de gemeente Villers-le-Gambon toegestaan,

20 février 1906, d'une parcelle boisée de 5 hectares 27 ares sise à Florennes et à Villers-le-Gambon, contre une autre de 8 hectares 81 ares 28 centiares située sur le territoire de cette dernière commune, laquelle reçoit une soulte de 1,412 francs 65 centimes;

5^o L'acte du 14 mars 1906, portant cession à M. Beernaerts de l'immeuble d'une contenance de 25 ares 50 centiares affecté au casernement de la gendarmerie à Wetteren, en échange d'un terrain de 70 ares, situé en cette commune, et moyennant une soulte de 4,500 francs au profit du Trésor;

6^o L'acte du 7 avril 1906, ayant pour objet la location emphytéotique à MM. Gihoul et Hans, pour le terme de 99 ans, de deux blocs de terrains boisés d'une contenance respective de 31 hectares 92 ares 35 centiares et 53 hectares 76 ares, situés à Spa et à Theux.

ART. 2.

Le Ministre des Finances et des Travaux publics est autorisé :

1^o A proroger jusqu'au 1^{er} novembre 1924 les baux en cours de la ferme et du champ de courses de Groenendaël;

2^o A vendre à M. Dietrich, moyennant le prix de fr. 1.50 le mètre carré et sous certaines conditions, une lisière de terrain d'environ 1 hectare 20 ares située à Auderghem, entre sa propriété dite « Val-Duchesse » et la nouvelle avenue de Boitsfort à Woluwe-Saint-Pierre;

3^o A céder à la commune de Pont-à-Celles des terrains d'une contenance de 50 ares 01 centiare, en échange d'une parcelle de 18 ares 93 centiares, sans stipulation de soulte;

4^o A) A vendre à la Société anonyme d'habitations ouvrières « Eigen Huis » un terrain détaché de la forêt de Soignes,

den 20 Februari 1906, van een beboscht perceel, groot 5 hectaren 27 aren, gelegen te Florennes en te Villers-le-Gambon, in ruiling tegen een ander perceel van 8 hectaren 81 aren 28 centiares, gelegen op het grondgebied van laatstgenoemde gemeente, welke 1,412 frank 65 centiemen opleg bekomt;

5^o De akte van 14 Maart 1906, houdende afstand aan den heer Beernaerts van het onroerend goed, metende 25 aren 50 centiares, bestemd voor de kazerneering van de gendarmerie te Wetteren, in ruiling tegen een te dezer gemeente gelegen terrein van 70 aren, en mits 4,500 frank opleg ten bate van de Schatkist;

6^o De acte van 7 april 1906 die tot voorwerp heeft het in erfpacht geven aan de heeren Gihoul en Hans, voor den termijn van 99 jaar, van twee blokken beboschte gronden metende wederzijds 31 hectaren 92 aren 35 centiares en 53 hectaren 76 aren, gelegen te Spa en te Theux.

ART. 2.

De Minister van Financiën en Openbare Werken wordt gemachtigd :

1^o Tot het verlengen tot 1^{er} November 1924 van de in loop zijnde huurrechten betreffende de pachthoeve en het renveld te Groenendaël;

2^o Tot het verkoopen aan den heer Dietrich, tegen den prijs van 1 frank 50 centiemen den vierkanten meter en onder zekere voorwaarden, van eenen zoom gronds groot ongeveer 1 hectare 20 aren gelegen te Auderghem, tusschen zijn goed genaamd « Val-Duchesse » en de nieuwe laan van Boschvoorde naar Sint-Pieters-Woluwe;

3^o Tot het afstaan aan de gemeente Pont-à-Celles der gronden metende 50 aren 01 centiare, in ruiling tegen een perceel van 18 aren 93 centiares, zonder bepaling van opleg;

4^o A) Tot het verkoopen aan de Naamlooze vennootschap voor werkmanswoningen « Eigen Huis » van een van het

sis à Boitsfort, lieu dit « Coin des Balais », à l'exception de la partie visée au littera B ci-après, et ce moyennant le prix de 5,000 francs l'hectare outre le remboursement des frais de plantation;

B) A vendre publiquement ou de gré à gré la partie du même terrain située à front de la chaussée de La Hulpe;

5° A vendre de gré à gré un terrain sis à Ostende, rue Royale, cadastré section C, n° 168b, et contenant 475 mètres carrés;

6° A échanger une parcelle domaniale de 1 hectare 20 ares 63 centiares, sise à Monceau-sur-Sambre et à Roux, contre des terrains d'une contenance totale de 2 hectares 88 ares 61 centiares situés sur le territoire des mêmes communes et qui appartiennent à la Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet, l'État payant une soulte de 84,798 francs;

7° A aliéner publiquement ou de gré à gré :

A) Les parcelles situées sur les territoires de Molenbeek-Saint-Jean, Laeken, Schaerbeek et Neder-Over-Heembeek, provenant d'emprises faites pour la réalisation du nouveau dispositif des installations maritimes de Bruxelles visé à l'article 3, 2°, de la loi du 19 août 1897;

B) Les terrains sous Vilvorde, Grimberghen et Humbeek ayant servi de lieux de dépôt aux déblais effectués pour l'abaissement du plan d'eau du canal de Bruxelles au Rupel;

8° A céder à la commune d'Ixelles, au prix de 14,430 francs 73 centimes, trois parcelles de terrain d'une contenance totale de 59 ares 05 centiares, situées à Watermael-Boitsfort.

Soniënwood afgescheiden terrein, gelegen te Boschvoorde, ter plaatse genaamd « Bezemhoek », met uitzondering van het gedeelte bedoeld bij nakomende littera B, en zulks tegen den prijs van 5,000 frank de hectare boven de terugbetaling der kosten van beplanting;

B) Tot het verkoopen openbaarlijk of uit de hand van het gedeelte van hetzelfde terrein gelegen aan den steenweg van Ter Hulpen;

5° Tot het verkoopen uit de hand van een terrein gelegen te Oostende, Koninklijke straat, gekadastréedsectie C, n° 168b, en metende 475 vierkante meter;

6° Tot het ruilen van eenen domeingrond groot 1 hectare 20 aren 63 centiares, gelegen te Monceau-sur-Sambre en te Roux, tegen gronden metende te zamen 2 hectares 88 aren 61 centiares gelegen op het grondgebied dierzelfde gemeenten en toebehoorende aan de « Société anonyme des Charbonnages de Monceau-Fontaine et du Martinet » mits 84,798 frank opleg van Staatswege;

7° Tot het vervreemden openbaarlijk of uit de hand :

A) Van perceelen gelegen op het grondgebied van Sint-Jans-Molenbeek, Laeken, Schaerbeek en Neder-Over-Heembeek, voortkomende van grondinnemingen gedaan tot uitvoering van het nieuw ontwerp der Zeevaartinrichtingen van Brussel bedoeld bij artikel 3, 2°, der wet van 19 Augustus 1897;

B) Van de gronden onder Vilvorde, Grimberghen en Humbeek die gediend hebben tot stortplaats der aarde uitgegraven voor het verlagen van het watervlak der vaart van Brussel naar den Rupel;

8° Tot het afstaan aan de gemeente Elsene tegen den prijs van 14,430 frank 73 centiemen, van drie perceelen gronds, gezamenlijk groot 59 aren 05 centiares, gelegen te Watermael-Boschvoorde.

Donné à Villefranche-sur-Mer, le 7 avril
1906.

Gegeven te Villefranche-sur-Mer, den
7^{en} April 1906.

LÉOPOLD.

Par le Roi :

*Le Ministre des Finances et des
Travaux publics,*

Van 's Konings wege :

*De Minister van Financiën en
Openbare Werken,*

C^{te} DE SMET DE NAEYER.

3

Le Ministre de l'Agriculture,

De Minister van Landbouw,

B^{on} VAN DER BRUGGEN.

Le Ministre de la Guerre,

De Minister van Oorlog,

A. COUSEBANT D'ALKEMADE.

*Le Ministre des Chemins de fer,
Postes et Télégraphes,*

*De Minister van Spoorwegen, Posterijen
en Telegrafien,*

JUL. LIEBAERT.